

## La politique étrangère de la Suède

La politique étrangère de la Suède est fondée sur un engagement national de longue date envers le non-alignement en temps de paix et la neutralité en temps de guerre. Le pays s'est tenu, pendant près de deux siècles, à l'écart des grands conflits européens et mondiaux qui ont ravagé ses voisins.

À ce neutralisme s'est ajouté, au cours des dernières décennies, une volonté tout aussi ferme d'améliorer l'ordre mondial en appuyant les Nations Unies, le désarmement, la coopération environnementale, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'aide aux pays en développement.

Diverses initiatives, notamment le soutien donné aux forces de maintien de la paix de l'ONU et le versement de 1 % de son produit national brut à des programmes d'aide, ont valu à la Suède d'occuper une position spéciale dans les affaires internationales. De tout temps, les gouvernements suédois ont tenté d'amener tous les partis à un consensus sur les questions de politique étrangère et ils ont tenu à consulter leurs partenaires nordiques et à travailler en étroite collaboration avec eux.

Les relations avec la Communauté européenne (CE) constituent le principal enjeu de la politique étrangère suédoise, particulièrement à l'approche de l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1993, qui marquera l'intégration du marché européen. Dès les premières années d'existence de la CE, la Suède a envisagé d'en faire partie, mais on a considéré son adhésion incompatible avec sa politique de neutralité. La Suède a par contre conclu en 1972, avec les autres pays membres de l'Association européenne de libre-échange, un accord de libre-échange avec la Communauté et les pays de la CE absorbent actuellement plus de 50 % des exportations suédoises.

Ces dernières années, la Suède a subi de plus en plus de pressions internes l'incitant à se joindre à la CE. Les milieux d'affaires sont nettement en faveur de cette union, les syndicats sont en grande partie gagnés à l'idée, et la plupart des Suédois estiment désormais que l'adhésion est non seulement une nécessité économique mais une étape indispensable à l'intégration de l'Europe.

Ces facteurs, ajoutés à la multiplication des investissements suédois dans les pays de la CE, ont amené le Premier ministre Carlsson à annoncer en octobre 1990 que la Suède s'efforcerait d'accélérer son entrée à la CE. Une demande d'adhésion pourrait être présentée dès l'automne 1991. Toutefois, ce n'est pas avant 1995 que la Suède pourrait devenir membre à part entière de la Communauté.

Les conditions d'entrée à la CE, et non le principe, seront un des grands enjeux de la campagne électorale précédant l'élection de septembre 1991. La question de savoir comment concilier l'adhésion à la CE avec la politique de neutralité demeure sans réponse, mais elle a perdu de l'importance depuis la fin de la guerre froide.